Sommet de l'EAC : le libre-échange en débat

Deutsche Welle, 08.09.2016 "Un peuple, une destinÃ©e": câ€™est le thÃ¨me officiel de ce sommet des chefs d'Ã‰tat de l'EA au sommaire duquel on trouve, entres autres, lâ€™examen de lâ€™accord de partenariat Ã©conomique EAC-UE. Câ€™est le dernier que le Conseil de lâ€™Europe a autorisÃ© la signature de cet accord de partenariat Ã©conomique avec le Burundi, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda et la Tanzanie. Mais selon nos informations, la Tanzanie et le Burundi auraient dÃ©cidÃ© de ne pas signer ledit accord.

Que se passera-t-il si le Burundi par exemple, qui est sous le coup de sanctions ciblÃ©es de lâ€™Union europÃ©enne accepta de conclure cet APE? Pour Marie Arena, dÃ©putÃ©e socialiste belge, "il n'y a aucune consÃ©quence, comme ces pays sont des PMA â€“ les pays les moins avancÃ©s". Ce statut leur permet d'avoir "la garantie des accÃ¨s au marchÃ© europÃ©en", en vertu de la lÃ©gislation de l'OMC, "et ce de maniÃ¨re inconditionnelle: ils peuvent tout exporter, sans quotas et sans taxes, sauf les armes", explique Marie Arena. Qui conclut, que le Burundi ne fait donc aucune pression sur l'UE en refusant sa signature. Les sanctions resteront. L'exception kenyane Mais pour Marie Arena, l'EAC aurait par contre avantage Ã ce que le Kenya signe cet accord de partenariat avec l'UE: "Si le Kenya, seul, le fait, il n'est pas nÃ©cessaire que les autres le fassent" â€“ Marie Arena le dÃ©conseille mÃªme. Contrairement Ã la Tanzanie, le Rwanda ou le Burundi, le Kenya a le statut de pays en dÃ©veloppement. L'OMC, depuis 1995 dÃ©jÃ a demandÃ© Ã ce que ces pays-lÃ changent leurs relations commerciales vis-Ã -vis de l'UE, pour aller vers des partenariats Ã©conomiques. Les nÃ©gociations se sont ouvertes, mais le Kenya, rÃ©ticent Ã s'engager dans un accord bilatÃ©ral, a entraÃ®nÃ© la rÃ©gion dans le processus. Et la Commission europÃ©enne s'est dÃ©jÃ engagÃ©e Ã maintenir les avantages du Kenya vis-Ã -vis de l'UE, d'oÃ¹ son intÃ©rÃªt Ã procÃ©der signature.Â La question burundaise Autre thÃ¨me rÃ©current des sommets de l'EAC, la crise burundaise. Il en est aussi question lors des dÃ©bats autour des partenariats EAC - UE, puisque dÃ©jÃ , certains parlementaires europÃ©ens se sont montrÃ©s hostiles Ã la conclusion dâ€™un accord commercial avec certains pays de la communautÃ© dâ€™Afrique de lâ€™E lâ€™occurrence, le Burundi. Car Bujumbura fait l'objet de sanctions europÃ©ennes, suite Ã la rÃ©Ã©lection trÃ¨s contestÃ©e d prÃ©sident Nkurunziza et aux multiples violations des droits de lâ€™homme par le pouvoir.